

DÉPARTEMENT
DE L'AISNE

ARRONDISSEMENT
DE SOISSONS

PERCEPTION DE
VILLERS-
COTTERÊTS

Séance du 22/11/2019

OBJET :

ARRET n°2
du PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL
(PLUI)
de la Communauté de
communes Retz-en-
Valois

VOTE :

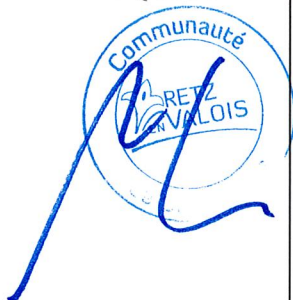
Adopté à la majorité
1 contre

Affiché le
2 5 NOV. 2019

Transmis le
2 2 NOV. 2019

Certifié exécutoire, le
2 5 NOV. 2019

Le Président
Alexandre de
MONTESQUIOU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Extrait du Registre des Délibérations
de la Communauté de communes RETZ-EN-VALOIS**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-deux novembre à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Retz-en-Valois s'est réuni à Villers-Cotterêts, sous la présidence de Monsieur Alexandre de MONTESQUIOU, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 15 novembre, laquelle convocation a été affichée à la porte de chacune des Mairies des communes membres, conformément à la loi.

Étaient présents (55) : Évelyne ALTHOFFER DI TULLIO, Didier BAZIN, Jean-Pascal BERSON, Gérard BOUCHONVILLE, Franck BRIFFAUT, Monique BRUYANT, Dominique CANTOT, Claude CAPON, Patricia CARON, Denis CARION, Josiane CHANDELLE, Jean-Jacques CLIN, Gilles DAVALAN, Benoît DAVIN, Alexandre de MONTESQUIOU, Christian DERVAUX, Alain DESBOVES, Jocelyn DESSIGNY, Jacques DIDIER, Pascal DHORDAIN, Isabelle DOURNEL, Josiane GAULON, Jean-Claude GERVAIS, Pierre ERBS, Monique FERRÉ, Dominique FIQUET, Johnny GAILLARD, Thierry GILLES, Robert HIRAUX, Gérard JÄHRLING, Armelle LEFEVRE, Gaëlle LEFEVRE, Céline Le FRÈRE, Francis LEGUILLETTE, Pascal LEMOINE, Véronique MALARANGE, Chantal MOUNY, Robert NÉLATON, Christine OLRÉ, Christophe PADIEU, Michel PESTEL, Jean-Pierre POURTEYRON, Nicolas RÉBÉROT, Danielle ROBACHE, Marc ROBILLARD, Bernard RUELLE, Jean SAUMONT, Gabriel SAUR, Bertrand SIMÉON, Vincent SODMAK, Michelle TOUCHARD, Annie VANCAUWENBERGHE, Rémi VANLERBERGHE, Guy VIET et Patrice ZIMMER.

Procurations (19) : Claude ALLART à Robert HIRAUX, Nicolas BAHU à Benoît DAVIN, Jean CINTRAT à Alexandre de MONTESQUIOU, Pascal CLEMENT à Jocelyn DESSIGNY, Jean-François de FAÏ à Pierre ERBS, Yveline DELVAL à Bernard RUELLE, Maria DOS SANTOS FERREIRA à Evelyne ALTHOFFER, Laurence HAUTION à Jacques DIDIER, Damien JAUREGUY à Gérard JÄHRLING, Christian LEROUX à Jean-Pascal BERSON, Benoît LÉTRILLART à Thierry GILLES, Caroline MAS à Céline Le FRÈRE, Philippe MOYON à Patrice ZIMMER, Christian PÉRUT à Monique FERRÉ, Christian POTEAUX à Gilles DAVALAN, Jean-Claude PRUSKI à Jean SAUMONT, Aurélie ROUVILLE à Dominique CANTOT, Gérard TROMBETTA à Denis CARION et Émilie VASSEUR à Michelle TOUCHARD.

Absents excusés (12) : Olivier BIZOUARD, Aurélien BOSSU, Jean-Michel DESMECHT, Damien GHEKIERE, Jérôme LAGACHE, Emmanuel LAURANT, Olivier LAVOIX, Benoît POINT, Norbert POIRIER, Alexandre QUÉNARDEL, Marie-Élise RADET et Jean-Yves SECZNEC.

Chantal MOUNY a été élue secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code de l'environnement,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, dite loi SRU,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu l'article 13 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014, relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administrative,

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite ELAN,

Vu les Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et cartes communales actuellement en vigueur sur le territoire de la CCRV,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'ex-CCVCFR 2014-2030 en vigueur,

Vu les statuts de la CCRV,

Vu les débats de la conférence intercommunale des Maires relative aux modalités de collaboration avec les communes membres, organisée le 05 mai 2017,

Vu la délibération du conseil communautaire prescrivant l'élaboration du PLUi et les modalités de concertation en date du 12 mai 2017,

Vu la délibération du conseil communautaire fixant les modalités de collaboration entre la CCRV et les 54 communes membres dans le cadre de l'élaboration du PLUi en date du 12 mai 2017,

Vu le Porter à Connaissance de l'Etat en date du 30 août 2017

Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi en date du 1er février 2019,

Vu la demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée du 16 mai 2019,

Vu le bilan de concertation favorable arrêté en Conseil Communautaire le 28 juin 2019, déterminant que les mesures de concertation mises en œuvre ont permis de mener une concertation effective et constante avec les habitants et toute personne souhaitant se manifester, que les modalités de concertation définies par la délibération de prescription du PLU ont été mises en œuvre au cours de la démarche, et que cette concertation a permis aux habitants de comprendre et mieux connaître cet outil d'aménagement et d'urbanisme ainsi que l'ambition de la communauté de communes Retz-en-Valois pour l'aménagement de l'ensemble de son territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 28 juin 2019 arrêtant le projet de PLUi annexée à ladite délibération, adopté à l'unanimité.

Vu le dossier du PLUi et ses différentes pièces, dont notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement écrit et graphique, et les annexes,

Vu l'arrêté préfectoral accordant une dérogation à la règle d'urbanisation limitée en date du 26 août 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Ambleny portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Ancienville portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 17 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Audignicourt portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 16 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Berny-Rivière portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 30 août 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cœuvres-et-Valsery portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Corcy portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 04 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Coyolles portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 09 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cutry portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 03 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Dammard portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 12 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Dampleux portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 20 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Dommiers portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 18 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Epagny portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 10 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Faverolles portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 23 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Fontenoy portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Haramont portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 30 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de La Ferté-Milon portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 02 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lagny-sur-Automne portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 24 juillet 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Laversine portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 24 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Longpont portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 16 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Macogny portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 11 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montgobert portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 06 juillet 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montigny-Lengrain portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 19 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Morsain portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 11 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Mortefontaine portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 06 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Noroy-sur-Ourcq portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 06 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Nouvron-Vingré portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 30 août 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Oigny-en-Valois portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 02 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Passy-en-Valois portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 17 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pernant portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 14 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Puisieux-en-Retz portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 10 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Ressons-le-long portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 07 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Retheuil portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saconin-et-Breuil portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 30 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Christophe-à-Berry portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Pierre-Aigle portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 12 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Silly-la-Poterie portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 20 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune Tartiers de portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 10 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Troësnes portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 13 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villers-Cotterêts portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 25 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villers-Hélon portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 03 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Viviers portant un avis favorable avec remarques sur le projet arrêté du PLUi en date du 26 septembre 2019

Vu l'absence d'avis réceptionnés par la Communauté de Communes des communes de Bieuxy, de Chouy, de Fleury, de Marizy-Saint-Mard, de Monnes et de Taillefontaine,

Vu les deux délibérations réceptionnées du Conseil Municipal de la commune de Louâtre portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 08 juillet 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Marizy-Sainte-Geneviève portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 30 septembre 2019,

Vu les deux délibérations du Conseil Municipal de la commune de Saint-Bandry portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 17 juillet 2019 et du 04 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Soucy portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 25 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Vassens portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 20 septembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Vézaponin portant un avis défavorable sur le projet arrêté du PLUi en date du 31 août 2019,

Vu les délibérations du Conseil Municipal de la commune de Vic-sur-Aisne portant un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi le 25 septembre, annulée et remplacée le 08 octobre 2019 par un avis défavorable, puis émettant un avis favorable sous réserves le 19 novembre 2019,

Considérant qu'une fois arrêté par le Conseil Communautaire, le projet de PLUi a été transmis pour avis aux personnes publiques associées disposant d'un délai de trois mois pour adresser leurs observations,

Considérant qu'une fois arrêté par le Conseil Communautaire, le projet de PLUi a été notifié le 10 juillet 2019 par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des 54 communes membres de la communauté de communes,

Considérant que les communes membres disposaient d'un délai de trois mois pour adresser leurs observations,

Considérant qu'en l'absence de réponse à l'issue du délai, l'avis est réputé favorable conformément à l'article R.153-5 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que pour une parfaite connaissance et information des habitants, les avis reçus hors délais seront joints à titre d'information au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils soient parvenus à la Communauté de Communes avant l'ouverture de l'enquête publique,

Considérant que si l'une des communes membres émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant devra délibérer à nouveau et arrêter le projet de plan local d'urbanisme intercommunal à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, conformément à l'article L.153-15 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que la présente délibération a pour objet d'arrêter une seconde fois le projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes Retz-en-Valois,

Considérant que ce second arrêt porte sur le projet arrêté lors du premier arrêt en date du 28 juin 2019, cette version étant le document de référence soumis aux consultations des personnes publiques associées (PPA) et consultées, ainsi qu'à l'Autorité Environnementale,

Considérant que toute modification de l'arrêt de projet nécessiterait une deuxième consultation des Personnes Publiques Associées, des 54 communes, et en fonction de la nature des modifications, une nouvelle demande de dérogation à la règle de l'urbanisation limitée et ne permettrait pas de respecter le calendrier d'approbation prévue en février 2020,

Considérant qu'un retard dans le calendrier d'approbation du PLUi, rallongera la période durant laquelle les communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols caducs au 31 décembre 2019 seront sous le régime du Règlement National d'Urbanisme pouvant être de nature à limiter de manière significative les possibilités de construire à l'intérieur des seules parties actuellement urbanisées,

Considérant que ce second arrêt à l'identique permet en outre de porter à la connaissance de l'assemblée communautaire le résultat de la consultation des communes,

Considérant qu'à cet égard, sur les 54 communes, 39 communes ont émis un avis favorable (favorables, favorables avec remarques), 8 avis sont réputés favorables, et 6 communes ont émis un avis défavorable,

Considérant que sur les 6 avis défavorables reçus, 5 avis défavorables sont relatifs aux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou aux dispositions du règlement qui concernent directement les communes et 1 avis défavorable n'est pas explicite,

Considérant que l'ensemble des avis réceptionnés des communes et des personnes publiques associées et consultées sera intégré au dossier d'enquête publique relatif au PLUi,

Considérant que l'organisation de l'enquête publique prévoit son déroulement entre le 11 décembre 2019 et le 11 janvier 2020,

Considérant que l'évolution du contenu du dossier du PLUi interviendra à la suite des résultats de l'enquête publique, et de la remise du rapport de la Commission d'enquête,

Considérant qu'en conséquence, ce n'est qu'au regard de l'ensemble des avis recueillis, des résultats de l'enquête publique et des conclusions motivées de la commission d'enquête, que le conseil communautaire pourra acter des évolutions (dans la limite de leur faisabilité technique et juridique ; les modifications apportées après enquête publique ne pouvant remettre en cause l'économie générale du projet) à apporter au dossier d'arrêt de projet avant son approbation définitive,

Considérant que la collaboration avec les communes se poursuivra tout au long de l'enquête publique et jusqu'à l'approbation du PLUi ; l'objectif étant de préparer conjointement avec les communes, les réponses à apporter à la Commission d'enquête sur les demandes formulées lors de l'enquête publique et de répondre ainsi dans les meilleurs délais, au procès-verbal de synthèse de la Commission d'enquête,

Considérant que l'approbation du PLUi aura lieu après une présentation des évolutions du dossier du PLUi lors d'une Conférence Intercommunale des Maires, conformément aux dispositions de l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'après son approbation, le PLUi pourra évoluer en fonction des besoins, par le biais de procédure de modifications ou de révisions,

Considérant la réunion organisée par la CCRV le 11 octobre 2019 à l'attention de l'ensemble des délégués communautaires et des maires, dont l'objectif était de présenter l'avancement de la procédure d'élaboration du PLUi et de son calendrier prévisionnel,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement de l'Espace du 12 novembre 2019,

Le Président rappelle que l'objectif fondamental du PLUi est d'aboutir à un plan d'action unique en matière de planification et de projet urbain à long terme et grande échelle. Le PLUi doit permettre de porter une ambition commune, une connaissance et une vision partagée pour le développement d'un territoire de ruralité attractive, afin de favoriser la mise en œuvre spatiale et opérationnelle des grandes politiques sectorielles au service de la population et dans un souci continu de solidarité, de qualité de vie et de préservation du cadre de vie et des ressources.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PREND ACTE de l'ensemble des délibérations des communes réceptionnées par la Communauté de Communes portant avis sur le projet de PLUi arrêté le 28 juin 2019,

ARRÊTE de nouveau le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tel qu'il avait été arrêté par délibération du Conseil Communautaire du 28 juin 2019, et décide de le soumettre dans les meilleurs délais à l'enquête publique.

PRÉCISE que conformément au Code de l'Urbanisme la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées et consultées pour information, un nouvel avis n'étant pas requis,

PRÉCISE que conformément au code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois dans les mêmes lieux, ainsi que dans les 54 communes membres.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales.

CHARGE et DÉLÈGUE Monsieur le Président, ou son représentant, aux fins d'exécution de la présente.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures

Pour copie conforme

Le Président

Alexandre de MONTESQUIOU

